

Burundi : le président recadre le chef de la diplomatie après ses critiques sur le Qatar

RFI, 06/01/2026 Au Burundi, le président a recadré son ministre des Affaires Étrangères qui a critiqué sur les réseaux sociaux le Qatar, accusant ce pays d'utiliser « son influence et son argent auprès des États-Unis pour les dissuader d'agir » dans l'est de la RDC. Kinshasa et le groupe AFC/M23 ont engagé des négociations à Doha qui ont abouti en juillet à une déclaration conjointe les engageant à un cessez-le-feu, mais qui n'a eu que très peu d'effets sur le terrain, notamment près de la frontière burundaise.

Au Burundi, le chef de l'État Évariste Ndayishimiye a recadré son ministre des Affaires Étrangères, après un message dernier critiquant le Qatar. Un message posté sur les réseaux sociaux le 3 janvier 2026 et qui a provoqué des remous diplomatiques à Doha puisqu'il a été effacé quelques heures plus tard. Dans un message sur les réseaux sociaux, le ministre burundais des Affaires Étrangères accuse le Rwanda de continuer à occuper de nouveaux territoires dans l'est de la RDC, en violation de l'accord de Washington signé le 4 décembre 2025 entre les présidents congolais et rwandais. Un message aussitôt reposté par le chef de la diplomatie qatarienne Édouard Bizimana s'en prend également au rôle du Qatar qui « utilise son influence et son argent auprès des États-Unis pour les dissuader d'agir ». Une copie qui n'est pas passée inaperçue à Doha. Quelques heures plus tard, le message du ministre a été effacé. Et le président burundais a quasiment été obligé de présenter des excuses. « Le Burundi a toujours apprécié les bonnes relations bilatérales avec le Qatar, ainsi que son rôle de médiation en RDC », a critiqué Évariste Ndayishimiye, avant d'ajouter : « Il est important de clarifier tout malentendu et toute déclaration erronée concernant la contribution du Qatar au développement et maintien de la paix. » Son message a aussitôt été reposté par le chef de la diplomatie qatarienne, qui le remercie pour cette clarification. « Monsieur le Président, je vous remercie pour ces précisions et votre aimable reconnaissance. Fidèle à ses principes, l'État du Qatar demeure résolument engagé en faveur de la consolidation de la paix. » Depuis la prise d'Uvira par le groupe armé AFC/M23, que l'armée burundaise aux côtés des Forces armées congolaises n'a pas pu éviter, Édouard Bizimana est en première ligne pour demander des sanctions contre le Rwanda et son président Paul Kagame, qu'il accuse de ne pas respecter l'accord de Washington. Après s'être emparé des grandes villes de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, en janvier, et Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, en février dernier, le groupe AFC/M23 a lancé une nouvelle offensive début décembre dans la province orientale du Sud-Kivu, le long de la frontière burundaise, au moment où la RDC et le Rwanda signaient un accord de paix à Washington sous l'égide de Donald Trump. Kinshasa et le M23 ont par ailleurs engagé des négociations séparées à Doha, au Qatar, qui ont abouti en juillet à une déclaration conjointe les engageant à un cessez-le-feu, mais qui n'a eu quasiment aucun effet sur le terrain où les combats ont continué.